

Conseil national du 17 novembre 2013 – Rapport de Gilles Garnier

Chers camarades,

Je voudrais, comme l'ont fait Pierre et Patrick, m'associer aux remerciements qu'ils ont émis à l'ensemble de celles et ceux qui ont permis le succès de la convention que nous avons tenue hier, celles et ceux qui ont contribué à produire le document qui est entre vos mains.

Hier, plus de 180 camarades, venus de la plupart de nos fédérations et des membres du Conseil national, ont travaillé à définir ce que sera notre projet pour l'Europe et pas seulement pour les échéances électorales à venir. Ce texte est le résultat d'un processus de travail qui a comporté des auditions, des groupes de travail et des contributions individuelles et collectives. Comme l'a annoncé Pierre, il est souhaitable que ces conventions qui préparent les travaux de nos conseils nationaux se multiplient. Elles permettent un travail en amont de nos décisions et elles associent à notre réflexion des personnalités venues du monde associatif, syndical et politique, afin que nos décisions soient encore plus et mieux ancrées dans la réalité sociale, économique et politique de notre pays.

Mais permettez moi un bref commentaire sur l'actualité que nous avons connue depuis notre dernier Conseil national du 6 octobre.

Notre pays traverse une crise sans précédent, une crise sociale inédite. Comme l'a dit Patrick Le Hyaric, plus de 1 000 plans sociaux sont annoncés et ils touchent tous les pans de notre économie. Après l'automobile et la sidérurgie l'automne dernier, c'est l'agroalimentaire et le commerce qui ont fait la une de l'actualité. La Bretagne avec les entreprises de transformation agroalimentaire, le Nord avec la vente par correspondance, pas une région, pas un secteur économique ne sont épargnés. Des milliers de salariés ne voient comme avenir que le chômage et son cortège de misère.

Dans le même temps, alors que le gouvernement avait promis une année blanche en matière d'augmentation de la fiscalité, il n'en est rien. Les salariés et les retraités s'aperçoivent qu'ils deviennent imposables, alors qu'ils ne l'étaient pas hier, par le seul fait du maintien d'une disposition inique du gouvernement Sarkozy-Fillon, celui de ne plus indexer le calcul du barème de l'impôt sur le revenu, sur l'inflation.

Des petits retraités ou des salariés modestes se voient désormais éligibles à la redevance télévision, à la taxe d'habitation et perdent parfois des avantages, comme par exemple celui du bénéfice de la carte de transport gratuite, ou bien voient se modifier le montant de la cantine de leurs enfants ou des centres de loisirs pour quelques euros de trop. Et ce ne sont là que quelques exemples.

L'augmentation de la TVA va aussi les toucher de plein fouet. Mais comme l'a dit récemment François Hollande à la télévision : *« Avec Sarkozy ça aurait été pire, elle aurait pu augmenter plus »*. La belle affaire ! Prenons par exemple le taux qui sera appliqué aux transports, il amènera une augmentation automatique des billets. Ces mensonges à répétition du gouvernement ne passent plus, pire ils exaspèrent. En témoignent les notes de conjoncture qui remontent de toutes les préfectures.

Cette année le projet de loi de finances et le projet de finances de la Sécurité sociale s'inscrivent dans cette logique de faire payer les salariés et les retraités. Je ne donnerai ici qu'un exemple

scandaleux. Lorsque la loi transcrivant l'accord national interprofessionnel a été présentée au Parlement, le gouvernement, pour tenter de faire oublier qu'il était un instrument pour favoriser « l'adaptabilité et la flexibilité » du salariat, insistait sur une grande avancée : la généralisation des compléments santé pour tous les salariés, prise en charge à 50 % par les employeurs. Cette année, le gouvernement prévoit que cette prise en charge sera supportée par les salariés eux-mêmes, puisqu'ils devront déclarer ce versement au même titre qu'un avantage en nature. C'est une nouvelle fois un mensonge du gouvernement qui vient d'éclater au grand jour.

Il n'y a pas un jour où un nouveau conflit ne vient percuter les décisions du gouvernement : les rythmes scolaires, l'écotaxe, etc. Si les conséquences n'étaient pas aussi terribles pour la population de notre pays, on pourrait en rire et se dire qu'il a la guigne et qu'il casse tout ce qu'il touche... y compris les résultats de l'équipe nationale de football qui ne vont pas aider les Français à retrouver le moral.

De nombreux conflits existent sur notre territoire national. Pour l'instant, à de rares exceptions près, les liens ne se font pas forcément entre ces différents conflits sociaux et la contestation de réformes comme celle des rythmes scolaires bien mal préparée et qui se révèle coûteuse pour les collectivités, parfois pour les parents, et qui surtout n'apportent pas ce plus tant attendu pour les enfants.

Le conflit dit « breton » et la manifestation de Quimper ont été le summum de la désinformation. La presse dans son ensemble a répété, en s'en félicitant, le caractère « interclassiste » de ce mouvement, sans chercher à savoir qui en étaient les instigateurs. Tenter une fois encore de dévoyer la lutte des salariés, en particulier de l'agroalimentaire, qui connaissent des vagues de licenciements en faisant croire qu'ils avaient les mêmes intérêts que ceux qui les licencient, est de la pure désinformation. La manifestation de Carhaix a, elle, été pudiquement passée sous silence.

Ce gouvernement ne tient pas ses promesses, la finance n'est plus l'ennemi annoncé mais bien l'allié indispensable à sa politique d'accompagnement de régression sociale.

Pierre Moscovici, le ministre des Finances, n'hésite pas à reprendre le couplet traditionnel de la droite : « Ce sont les investissements d'aujourd'hui qui feront les emplois de demain. » Alors que le patronat a obtenu 20 milliards sans contrepartie de crédit d'impôt, que la moindre taxe est immédiatement compensée, comme par exemple dans le cadre de la loi sur les retraites le petit plus que les entreprises sont amenées à financer est immédiatement associé à un allègement de cotisations pour la branche famille. Depuis le temps que la part travail diminue, que la part capital augmente et que les allègements fiscaux des entreprises perdurent, où sont les augmentations de salaires et les créations d'emplois ?

Pourtant cela ne leur suffit pas, et le MEDEF et sa volière : les poussins, les dodos, les pigeons, les dindons continuent de glousser et de piailler en réclamant du grain.

Tout ceci, cette politique qui amène à une exaspération populaire, justifie notre décision de lancer cette campagne sur le coût du capital et sur une juste réforme fiscale qui nous mobilisera jusqu'au 1^{er} décembre et au-delà.

Il est de notre rôle comme Parti communiste et comme Front de gauche d'éclairer nos concitoyennes et nos concitoyens sur les responsables de leurs malheurs. Il est de notre devoir d'aider à la mobilisation des femmes et des hommes de gauche déçus, voire exaspérés par cette politique en dessinant d'autres perspectives, en avançant d'autres solutions. Nous sommes la force politique anti TINA (there is no alternative) inventée en son temps par Reagan et Thatcher, reprise désormais en France par un gouvernement socialiste. Pourtant, les responsables nous les connaissons : ces responsables ont pour nom la finance et le Medef et un gouvernement qui ne répond pas aux attentes populaires. L'impopularité de ce gouvernement et du Président de la

République atteint des sommets et le doute s'installe désormais, y compris dans son électorat du premier tour de la présidentielle, c'est-à-dire l'électorat socialiste lui-même.

Le gouvernement, si ce n'est sa réaction tardive de soutien à la ministre Taubira victime de lâches et haineuses agressions racistes, est tétanisé par le Front national. La place qui lui est donnée dans les médias devance les résultats électoraux. Pour les commentateurs politiques parisiens, il est déjà acquis que le Front national est et sera le premier parti de France. Mais que font-ils pour démonter et détricoter son programme économique et social ? Pourquoi ne lui posent-ils jamais de questions sur ses propositions et ses solutions ? Par paresse ? Je ne le crois pas. Nous savons que le Front national est utilisé par certains pour détourner le peuple de sa légitime colère. Le climat général de notre pays est empuanti par les relents du Front national et d'une droite totalement décomplexée qui va jusqu'à remettre en cause le droit du sol, les 35 heures, etc. Il y a fort à penser que la prochaine étape pourra être la remise en cause des naturalisations, comme l'ont fait les ancêtres de Marine Le Pen, Pétain et Laval.

Pierre Laurent l'a dit dans la question qu'il a posée cette semaine au Premier Ministre au Sénat, il y a d'autres chemins, d'autres routes que celle qui mène au cul-de-sac vers lequel nous entraîne la politique d'austérité du gouvernement.

Aucune des annonces de Jean-Marc Ayrault et de François Hollande ne se vérifiera cette année, ni la reprise - le troisième trimestre est atone -, ni l'inversion de la courbe du chômage pourtant maintes fois annoncée. Mais le gouvernement ne veut rien entendre et continue, tel le coué de la méthode, de répéter « ça ira mieux demain ». Pourtant, les mêmes politiques ici comme ailleurs en Europe auront les mêmes effets. La baisse du pouvoir d'achat et la contraction de l'économie freinent les rentrées fiscales, et donc l'endettement s'aggrave, et le mythique 3 % de déficit ne sera pas atteint avant longtemps. Et dans le même temps, les profits des entreprises du CAC 40 s'envolent.

Nos groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat se battent pied à pied pour tenter de réorienter les projets gouvernementaux, avec des succès parfois, comme sur la loi Logement ou sur l'économie sociale et solidaire, mais le cœur d'une politique, le budget, est intouchable, tout orienté vers la satisfaction des demandes du Medef et non des salariés. Thierry Lepaon l'a résumé par une formule que je reprends à mon compte : « Le gouvernement n'entend que de l'oreille droite. » Alors qu'en 2011, l'ensemble des sénateurs et sénatrices de gauche avaient su se retrouver sur un projet de financement de la Sécurité sociale en trouvant de nouvelles recettes, en particulier en taxant les revenus financiers, en luttant contre la fraude et l'exode fiscal et en s'attaquant aux exonérations injustifiées.

Si ce climat n'existait qu'en France ! Mais il est présent dans de nombreux pays européens qui ont des mouvements cousins du Front national. Eux aussi surfent sur la désespérance sociale. Eux aussi sont utilisés par la droite et par les socialistes qui peuvent ainsi apparaître comme des partis raisonnables. Contre « les extrêmes » il n'y aurait d'espoir qu'au centre, dans l'union nationale ou dans des gouvernements dits de techniciens. 17 pays de l'Union européenne et bientôt 18 avec l'Allemagne ont des gouvernements dans lesquels cohabitent des sociaux-démocrates et des partis de droite, voire d'extrême droite comme en Bulgarie.

Empêcher que les peuples puissent entrevoir qu'il puisse y avoir une alternative à gauche, voilà l'objectif et tous les moyens sont bons, y compris ces petits arrangements. Dévoyer leur légitime colère et le rejet de plus en plus important, en particulier dans les classes populaires, d'une construction européenne qui apparaît comme violente et injuste à l'inverse de la protection et du bien-être qu'elle avait promis d'apporter aux peuples qui la composent.

Le projet que nous avons discuté hier est une réponse à la crise « profonde et violente » que connaît l'Europe. Il illustre « le nécessaire combat populaire et de classe de notre temps ». Je l'ai

dit, je ne rentrerai pas dans l'exégèse de ce projet. Mais il a au cœur la contestation des fondements de classe de l'actuelle Union européenne qui, elle, vise à une mise en concurrence généralisée, à la financiarisation à l'extrême de l'économie et à la critique sans concession de la construction verticale et antidémocratique de l'actuelle Union européenne.

Certains vont répéter de manière paresseuse que nous sommes des eurosceptiques. Leur schéma de penser est simple : ou l'on accepte la construction de l'Union telle qu'elle est, ou nous sommes pour un repli nationaliste. L'idée même qu'il est possible de construire une autre Union sur d'autres bases est pour eux idéologiquement impossible.

Oui, nous voulons refonder l'Europe dans une Union des nations et des peuples souverains libres et associés. Pour y parvenir, nous devons favoriser les convergences autour de quelques exigences essentielles. Elles sont résumées dans le texte soumis à votre sagacité en trois phrases : arrêter l'austérité, libérer les États de la toute-puissance des marchés financiers et refuser dès maintenant le marché transatlantique.

Notre texte n'est donc pas qu'une critique des politiques européennes et de celles des gouvernements qui la composent, ce projet est aussi une réponse « aux enjeux de notre époque qui appelle un formidable besoin de partage, de mise en commun, de coopération et de solidarité », insistait hier Patrick.

L'Europe connaît une crise multiforme, économique, sociale, mais aussi démocratique. Car la nouveauté de la période est que l'Union et les gouvernements européens sont passés d'une politique du consensus à une politique violente et qui peut aller jusqu'à remettre en cause les acquis démocratiques. L'attitude de la Troïka est perçue dans les pays où elle intervient comme une opération héliportée qui impose aux peuples des mesures austéritaires de plus en plus impopulaires.

Et s'il faut pour accélérer leur acceptation par les peuples changer la Constitution des pays, eh bien changeons la Constitution ! C'est ce que dit le président de la Commission M. Barroso. Le Portugal et l'Italie connaissent ainsi une offensive sans précédent contre leurs droits constitutionnels. Ces peuples savent que leur constitution est leur dernier rempart contre l'arbitraire de la Troïka et les politiques ultra libérales.

Je l'ai dit, je ne reviendrai pas trop longuement sur le contenu du texte car nous l'avons détaillé hier et le rapport de présentation de Patrick qui est à votre disposition le fait bien mieux que moi.

Notre projet est ambitieux et novateur s'il plonge ses racines dans la critique que nous avons fait depuis le début de la création de l'Union, de son caractère antidémocratique dans la répartition des pouvoirs entre le Conseil, la Commission et le Parlement, s'il confirme que la libre circulation des biens et des services n'a jamais été accompagnée d'avancées sociales au même niveau, s'il réaffirme notre condamnation des choix libéraux et désormais austéritaires de l'Union.

Avec une certaine fierté, nous pouvons dire que tout ce que nous avons prévu et critiqué à chaque étape nouvelle de l'Union se vérifie. Je ne listerai que quelques-unes de ces étapes : l'acte unique, la monnaie unique, le processus de Bologne, le traité constitutionnel, le traité de Lisbonne et le récent traité Merkozy avalisé par le gouvernement de François Hollande. A chaque fois nous avons alerté notre peuple sur les dangers pour l'état social et pour les acquis sociaux et démocratiques. Nous sommes-nous trompé ? Non. Avons nous toujours été compris ? Non plus. Les propos lénifiants de nos gouvernements et de la Commission ont longtemps réussi à servir de somnifère.

Désormais le roi est nu. La réalité dépasse la fiction, et ce que les peuples ont mis des années à obtenir est rayé d'un trait de plume au nom de « la sacro sainte compétitivité, la réduction des déficits et la baisse du coût du travail », comme ils disent.

Notre projet n'est pas qu'une somme de critiques justifiées à l'égard de la construction européenne actuelle. Il est la prémisse d'une alternative au plan européen qui peut mobiliser les peuples en leur proposant autre chose que les deux chemins simplistes qui leur sont présentés - je résume et je caricature à dessein -, une intégration fédéraliste et supra nationale qui oriente les politiques nationales défendue par les socialistes européens, les Verts et une partie du centre et de la droite ou un retour aux frontières accompagné de mesures xénophobes qui est l'apanage de la droite extrême.

La droite française, comme à son habitude, se servira de Bruxelles comme un pratique bouc émissaire, tentant de faire oublier ses propres responsabilités dans la course au tout marché avec l'Allemagne d'Angela Merkel.

Notre chemin est exigeant car il fait appel à l'intelligence et à l'intervention des peuples. Il a pour boussole la démocratie à tous les niveaux, l'intervention des citoyens dans la cité et l'entreprise, le contrôle des outils financiers de l'Union comme la Banque centrale européenne. Une autre répartition des pouvoirs entre le Conseil, la Commission et le Parlement, un rôle accru des parlements nationaux, des acteurs et des actrices du mouvement social dans l'élaboration des politiques européennes.

Notre projet conjugue intelligemment les combats immédiats « pour rompre avec la mise en concurrence généralisée qui pousse au dumping social et fiscal, à l'obligation d'ouvrir les entreprises et les services publics à la concurrence, l'obsession de la compétitivité par la diminution constante et partout des droits sociaux et des rémunérations du travail, le libre échange intégral », ainsi s'exprimait hier Patrick Le Hyaric pour décrire le projet.

Rompre avec la financiarisation de l'économie en confiant de nouvelles missions à la BCE, un autre rôle pour l'euro, un autre crédit pour les banques, la suppression du pacte de stabilité et la remise en cause du traité budgétaire, d'exiger une chasse aux paradis fiscaux, l'instauration d'une taxe sur les transactions financières. Voilà le cœur de nos propositions.

Bref, résumait Patrick : « Demander que tous les moyens soient mobilisés pour créer de la monnaie et utiliser l'argent en faveur de l'emploi, de l'éducation et de la formation, de la culture, des services publics, de la transition écologique du développement humain. » Mais dans le même temps, nous devons mettre sur l'ouvrage la rédaction d'un nouveau traité écrit par des milliers de mains qui prennent en compte les exigences sociales et démocratiques des peuples, un traité qui ne présume pas les choix économiques et politiques des peuples, un traité qui ne pose pas le capitalisme comme seul horizon indépassable. Ce processus n'est pas simple, il ne peut être l'apanage des seuls communistes français, il doit se confronter au plan national et européen avec l'ensemble des mouvements citoyens et syndicaux.

Le Parti de la gauche européenne et le groupe Gauche unitaire-gauche verte nordique peuvent et doivent être les instruments de la reconquête démocratique de l'Europe.

Notre texte est-il bouclé ficelé ? Non, hier encore des questions des débats ont émergé. Comme celui sur la tension productive entre nation et union européenne ou sur la place de l'euro ou de la banque centrale. Si le texte a été largement salué pour le sérieux et le fort contenu transformateur qu'il contient, des remarques ont été faites sur sa nécessaire vulgarisation sans le dénaturer et sur son caractère parfois très masculin.

Est-il possible de refonder l'Union européenne ? Oui si nous continuons à suivre la route du rassemblement et de la recherche d'un débouché politique aux luttes. Dans de nombreux pays européens les luttes sociales ont un fort contenu politique de critique de l'union, mais elles sont aussi animées par la recherche d'autres solidarités et de construction d'un cadre européen

débarrassé des scories libérales et austéritaires et qui, à l'inverse, prennent le chemin du progrès social et démocratique.

Des convergences existent. Je tiens à citer l'un des derniers communiqués de la CES du 7 novembre critiquant le dernier sommet européen: « *Ils essaient vainement de nous convaincre que le noir est blanc. La dimension sociale se réduit à un tableau de bord et à des statistiques. Aucune action pour une croissance durable et des emplois décents, aucune initiative pour plus de justice sociale mais, au lieu de cela, nous pouvons nous attendre à ce que l'UE progresse sur le front de la déréglementation. Aujourd'hui, les travailleurs sont en colère et terriblement déçus.* » Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, participera pour la première fois et s'exprimera au congrès du PGE dans un mois en Espagne. L'alter sommet qui s'est tenu à Athènes au printemps, la mobilisation large à laquelle nous participons, contre l'accord de libre échange transatlantique, sont des rassemblements qui permettent de contester l'hégémonie de la pensée unique sur la construction européenne. Les forces politiques qui composent le Parti de la gauche européenne et plus largement ceux qui appartiennent au groupe de la GUE-NGL sont, chacun dans leur pays, les moteurs de la contestation des politiques austéritaires.

Est-ce à dire qu'il y a unanimité d'analyse et de proposition sur l'Union européenne au sein du groupe ? Non, bien sûr. Mais nous pouvons tomber d'accord avec nombre d'entre eux sur une plate-forme commune de revendications dans l'intérêt des peuples pour contester l'orientation libérale de l'Union et les politiques d'austérité menées partout en Europe.

Le Parlement européen, l'Union européenne elle-même n'aura pas le même visage en mai prochain, le risque de voir l'extrême droite se renforcer plane. En miroir, les forces qui veulent une politique encore plus intégrée menace. Nous avons donc une responsabilité historique de tracer une autre voie avec nos partenaires politiques, mais aussi avec les mouvements sociaux et citoyens qui contestent cette Europe-là. Nous n'avons pas d'autre choix. La composante GUE-NGL devrait se renforcer si on en croit non seulement les sondages mais aussi les récents résultats électoraux : au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre, en République tchèque, au Danemark, aux Pays-Bas, en Irlande, en Croatie, en Lettonie, peut être en Allemagne et bien entendu en France, même si le mode de scrutin nous demande des résultats plus que doublés pour avoir des représentants supplémentaires.

Vous le savez donc, le PGE est en congrès dans un mois, le texte du congrès est aussi à votre disposition, le PCF peut amender ce texte bien entendu. C'est un parti jeune qui n'a pas 10 ans, alors que les familles de droite et socialiste ont créé des partis européens depuis fort longtemps. Il rassemble des partis venus de la famille communiste mais aussi des socialistes de gauche et écologistes et des partis aux racines politiques mixtes.

Depuis plusieurs années, peu à peu, ce parti a connu une plus grande visibilité et il est à l'origine de mobilisation et de luttes européennes comme sa démarche qui visait à se saisir du processus de pétition pour imposer la création d'un fonds pour l'emploi, la formation et la transition écologique, même si les critères très restrictifs imposés à ce droit de pétition ont empêché que ce projet voie le jour. Nous devons nous remettre à l'ouvrage. Le PGE est désormais un des interlocuteurs de la CES et des mouvements sociaux européens, c'est une bonne chose. Il doit encore se renforcer, mais dans le respect de l'autonomie des partis nationaux quant à leur choix et leurs décisions nationales. Il fonctionne sur la base du consensus. Pierre a déjà accompli un premier mandat et la conférence des présidents l'a sollicité pour un second mandat. Il a animé une présidence collégiale qui a bien fonctionné, avec en particulier Maïté du PCE et Marisa du Bloc de gauche portugais. Tous les partis ont soutenu la proposition, à l'exception notoire des camarades du Parti de gauche français.

Vous le savez, il y a aussi la proposition que notre famille politique au plan européen propose un candidat à la présidence de la Commission. Nous ne sommes pas fanatiques, vous le savez, de cette personnalisation des campagnes électorales, mais pouvions-nous être absents d'un débat où seul Martin Schultz pour les sociaux- démocrates, un candidat de droite et un Vert parmi les 8 candidats soumis aux choix des internautes et peut-être José Bové soient les protagonistes de ce débat essentiel sur l'avenir de l'Union. Les salariés en lutte dans l'ensemble de l'Europe auraient ils été les sans-voix ? Nous n'avons pas fait ce choix. Et le congrès du PGE aura à se prononcer sur la candidature d'Alexis Tsipras. Oui, nous porterons ce choix du responsable du parti qui mène un combat acharné dans son pays contre la Troïka et son cortège de mesures régressives. Il est le visage de l'autre Europe que nous voulons construire, celle de la justice et de la solidarité, de l'égalité, du féminisme et de l'écologie.

Nous aurons au congrès du PGE une délégation de 12 camarades que Pierre vous proposera dans un instant. Nous aurons aussi à élire la femme et l'homme qui nous représentent au secrétariat du PGE. Je tiens ici en mon nom personnel, mais je le sais aussi en votre nom à toutes et tous, à remercier Christine Mendelsohn et Jean-Francois Gau qui ont excellemment accompli cette tâche. Ils n'ont pas souhaité se représenter. Ils ont représenté le PCF en agissant pour que notre parti tienne sa place au sein du PGE. Attentifs à rassembler l'ensemble des partenaires qui le compose mais vigilants quant à l'avenir d'un parti qui ne doit pas devenir fédéral mais bien rester cet instrument unique qui nous permet de mener un combat de classe au niveau de l'Union européenne.